

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MONTE PASCHIBANQUE SA
Société Anonyme au capital de 124.632.262,80 EUROS
Siège Social : 11 boulevard de la Madeleine - 75001 PARIS

I. Bilan consolidé au 31 décembre 2024 (en milliers d'euros)

ACTIF	2024	2023
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.	12 209	12 061
Créances sur les établissements de crédit	782 228	708 825
Créances sur la clientèle	244 296	323 585
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	45 812
Actions et autres titres à revenu variable	13	13
Parts dans les entreprises liées	1 345	1 386
Immobilisations incorporelles	4 142	3 609
Immobilisations corporelles	2 820	3 461
Autres actifs	3 480	7 202
Comptes de régularisation	4 408	5 651
TOTAL DE L'ACTIF	1 054 940	1 111 604
Hors-Bilan - Engagements donnés		
* Engagements de financement	3 206	6 771
* Engagements de garantie	95 019	102 323
* Engagements sur titres	0	0

PASSIF	2024	2023
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	791	10 284
Comptes créditeurs de la clientèle	904 622	969 962
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	5 056	4 146
Comptes de régularisation	18 535	14 521
Provisions	2 209	2 828
Fonds pour risques bancaires généraux	600	600
Dettes subordonnées	0	0
Capital souscrit	124 632	124 632
Primes d'émission	22 350	22 350
Réserves	48 762	48 634
Report à nouveau	-86 481	-91 843
Résultat de l'exercice	13 863	5 491
TOTAL DU PASSIF	1 054 940	1 111 604
Hors-Bilan - Engagements reçus		
* Engagements de financement	340 366	330 926
* Engagements de garantie	37 968	52 994
* Engagements sur titres	0	0

II. Compte de résultat au 31 décembre 2024 (consolidé)

En milliers d'euros	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	39 081	37 607
Intérêts et charges assimilées	-3 883	-3 141
Intérêts nets	35 199	34 466
Revenu des titres à revenu variable	88	99
Commissions (produits)	6 680	7 230
Commissions (charges)	-760	-776
Commissions nettes	5 920	6 454
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	76	104
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
Gains ou pertes sur opérations sur instruments financiers	0	0
Produits nets des opérations financières	76	104
Autres produits d'exploitation bancaire	5 983	4 266
Autres charges d'exploitation bancaire	-5 767	-2 816
Produits nets de l'exploitation bancaire	215	1 450
PRODUIT NET BANCAIRE	41 498	42 573
Charges générales d'exploitation	-23 468	-22 648
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-937	-1 100
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	17 093	18 826
Coût du risque	-1 414	-12 529
RESULTAT D'EXPLOITATION	15 678	6 296
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	15 678	6 296
Résultat exceptionnel	-41	-304
Impôts sur les bénéfices *	-1 774	-502
Dotation (reprise) des fonds pour risques bancaires généraux	0	0
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	13 863	5 491
* dont impôts différés	0	0
* dont participation des salariés groupe	0	0
* IS groupe	-1 774	-502

III. Annexes aux comptes consolidés**Faits significatifs**

L'année 2024 a vu se poursuivre le conflit Russo Ukrainien ainsi que ceux du Moyen Orient, accompagné d'un reflux significatif de l'inflation. Cependant, au vu de la composition de notre portefeuille clients, l'impact de ces événements a été limité en termes de risque crédit.

Malgré la baisse des taux engagée en fin de premier semestre 2024, passant de 4% en début d'année à 3% en décembre, le taux moyen servi sur l'année est supérieur à celui de 2023 et profite donc à la partie taux variable de notre portefeuille crédits, tout en nous permettant de profiter pleinement de notre niveau élevé de liquidités.

Monte Paschi Banque maintient sa place d'acteur majeur à l'échelle nationale dans le domaine de l'administration de biens et des syndics ; depuis plus de 30 ans nous mettons notre expertise et notre savoir-faire au service de cette profession en les accompagnant tant dans la gestion de leur activité que dans le financement de leurs investissements.

Le Groupe Montepaschi met en œuvre un plan de restructuration conformément aux « Commitments » pris avec la Direction Générale de la concurrence de la Commission européenne (DG Comp) dans le cadre de la recapitalisation préventive par l'État Italien, qui poursuit son désengagement et détient actuellement un peu moins de 12% du capital de notre Maison Mère contre environ 39% fin 2023, suite aux ventes de 12,5% au mois de mars 2024 et de 25% au mois de novembre 2024 des actions qu'il

détient dans Banca Monte dei Paschi di Siena SpA. Un des « Commitments » prévoyait que la filiale française devait envisager un processus de réduction progressive d'activité.

Dans ce contexte, il a été défini un Plan pluriannuel qui envisage pour notre établissement des limites au développement sur des nouveaux marchés et une réduction progressive, notamment du volume du portefeuille crédit. Dans ces conditions, pour l'année 2024 Monte Paschi Banque a continué à concentrer ses efforts sur les activités existantes.

Nous continuons donc à travailler au plus près avec nos Clients particuliers, commerçants, PME-PMI, Professions réglementées en particulier les Administrateurs de biens.

Notre Etablissement a démontré une fois de plus sa résilience due en grande partie à la diversification de son portefeuille, la maîtrise des risques, sa clientèle de qualité et la mobilisation de l'ensemble de ses collaborateurs.

L'exercice 2024 se termine ainsi sur un bénéfice de 13 863 K€.

Note 1 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES :

Les comptes consolidés de MONTE PASCHI BANQUE ont été préparés conformément aux principes comptables français applicables aux établissements de crédit. Les comptes consolidés regroupent les comptes de la MONTE PASCHI BANQUE (MPB) et de ses principales filiales et participations. Ils sont dénommés « Comptes consolidés du Groupe Monte Paschi Banque ». Ils sont établis conformément aux principes comptables fixés par le règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) 2020-01.

Les comptes consolidés de MPB sont par ailleurs intégrés globalement, après reclassification International Accounting Standards / International Financial Reporting Standards (IAS/IFRS), dans ceux de Banca Monte dei Paschi di Siena.

Les principales méthodes comptables adoptées par la Banque sont les suivantes :

1.1) Principes comptables et méthodes d'évaluation :

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.2) Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable durant l'exercice 2024.

1.3) Opérations libellées en devises :

Conformément au règlement ANC 2020-01 les créances et dettes libellées en devises sont converties aux taux de change indiqués par la Banque de France le dernier jour de la Bourse du mois de décembre. Les différences pouvant résulter de cette conversion sont portées au compte de résultat. Les positions de change sont réévaluées mensuellement en appliquant le cours en vigueur en fin de mois. Le résultat de change ainsi dégagé est inclus dans le compte de résultat sous la rubrique "Solde en bénéfice ou en perte des opérations de change".

Les transactions en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de l'opération.

En application du règlement ANC 2020-01, les positions de change à terme sont réévaluées :

- au cours du terme lorsqu'il s'agit d'opérations de change à terme dites « sèches » ou d'opérations de change à terme effectuées en couverture d'une autre opération de change à terme ;
- au cours du comptant pour les autres opérations, en particulier les swaps cambistes.

1.4) Opérations sur instruments financiers :

La banque intervient sur différents marchés, organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, de taux d'intérêts essentiellement.

L'évaluation des instruments de taux d'intérêt à terme, fermes ou conditionnels, négociés sur un marché organisé ou assimilé et inclus dans un portefeuille de transaction est effectuée par référence à leur valeur de marché à la date de clôture. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat, sous la rubrique « Gains et pertes sur opérations financières ».

Les résultats relatifs aux contrats négociés de gré à gré constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis, selon la nature de l'instrument. Les pertes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

Les opérations complexes (ASSET SWAPS), classées en portefeuille d'investissement, ne font l'objet d'aucune réévaluation au prix de marché.

1.5) Opérations sur titres :

Conformément au règlement ANC 2020-01, la Banque a classé sous la rubrique "Opérations sur titres" tous les titres achetés dans le cadre de ses interventions habituelles :

- selon leur nature : titres à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, obligations assimilables du trésor, titres à revenu fixe et titres à revenu variable.
- selon le portefeuille de destination en fonction de l'intention de gestion : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement ou titres de participation.

Les règles d'évaluation et de classement sont ainsi présentées de la manière suivante :

a - Titres de transaction :

Les interventions effectuées dès l'origine avec l'intention de vendre les titres au plus tard au terme d'une durée de détention de six mois sont classées sous la rubrique "Titres de transaction". Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges. À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Au 31 décembre 2024, la banque ne détient aucun titre de cette nature.

b - Titres de placement :

Sous la rubrique "Titres de placement" sont classées les actions et les obligations détenues par la Banque. Les obligations sont inscrites à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable, corrigée des amortissements de la décote, et le prix de marché des titres sont constatées par voie de dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts courus non échus du portefeuille obligataire sont inscrits dans les produits de l'exercice.

c - Titres d'investissement :

Les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable sont classés sous la rubrique "Titres d'investissement" ; ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres.

Ces titres d'investissements peuvent être couverts par des contrats d'échange de taux d'intérêts. Lors de l'arrêté comptable, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes ne font pas l'objet d'une dépréciation, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou une probabilité de défaillance de l'émetteur.

Conformément au règlement ANC 2020-01, sont considérées comme douteux les titres d'investissement pour lesquels la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Sont ainsi considérés comme douteux les titres présentant un impayé de 3 mois, ainsi que les titres présentant des caractéristiques de risque avéré.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont présentées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

d - Titres de participation :

Les titres de participation sont comptabilisés au prix de revient. A la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation de la valeur d'utilité de ces titres et les dépréciations en découlant sont constatées en déduction de l'actif.

1.6) Immobilisations :

Les immobilisations sont inscrites au prix de revient historique sous déduction des amortissements cumulés.

Les méthodes d'amortissements et les durées de vie estimées sont les suivantes :

Constructions	25 à 35 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier et matériel de bureau, agencements, installations	5 et 10 ans	Linéaire
Autre matériel informatique	3 ans	Dégressif
Frais de développement et d'acquisition de logiciels	1 et 3 ans	Linéaire
Frais de développement et d'acquisition du progiciel bancaire (SAB)	5 ans	Linéaire
Droit au bail	Non amorti	

1.7) Impôt sur les sociétés et impôts différés :

- Impôts courants

La charge d'impôt courant est déterminée sur la base des bénéfices imposables de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur.

Les revenus en intérêts de source étrangère sont comptabilisés nets de retenue à la source.

Les crédits d'impôt relatifs à ces revenus sont imputés sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de comptabilisation de ces revenus. MONTE PASCHI BANQUE et MONTE PASCHI CONSEIL (France) bénéficient de l'intégration fiscale.

- Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôts. Les impôts différés sont calculés au niveau de chaque entité fiscale en appliquant les règles d'imposition en vigueur et en utilisant le taux d'impôt voté ou quasi-voté qui devrait être en vigueur au moment où la différence temporaire se retournera. Ces impôts différés sont ajustés en cas de changement de taux d'imposition. Leur calcul ne fait l'objet d'aucune actualisation.

Des actifs d'impôts différés peuvent résulter de différences temporaires déductibles ou de pertes fiscales reportables. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que s'il est probable que l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé, notamment par l'imputation de ces différences et pertes reportables sur des bénéfices imposables attendus.

Les impôts courants et différés sont comptabilisés en charges ou en produits d'impôts dans la rubrique impôts sur les bénéfices du compte de résultat consolidé.

Depuis l'exercice 2014, la Banque a décidé de ne plus activer l'impôt différé.

1.8) Créances sur la clientèle :

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration, et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie depuis le 1er janvier 2005 sur un système de notation des risques de crédit de la Maison Mère en les répartissant en trois grandes rubriques :

- A : clients sains
- B : clients sensibles, forborne et douteux
- C : clients contentieux

Ces rubriques sont assorties de sous rubriques déterminant le degré de risque établi pour un client ou groupe de clients.

Des garanties sont prises de manière à prémunir la banque contre les risques d'insolvabilité du débiteur (exemple : garanties personnelles ou garanties hypothécaires). Monte Paschi Banque diversifie les sûretés retenues afin de limiter ces risques : collatéraux physiques ou garanties bancaires).

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Sont ainsi considérées comme douteuses les créances présentant un impayé de 3 mois pour tout type de crédit, les créances présentant des caractéristiques de risque avéré ou faisant l'objet d'une procédure contentieuse. Le déclassement en douteux d'une créance entraîne immédiatement celui de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie, selon le principe de contagion, et le cas échéant, le déclassement en douteux des contreparties du même groupe, selon une analyse au cas par cas. Par ailleurs, la Monte Paschi Banque applique depuis le 1er janvier 2009 les dispositions du règlement n°2007-06 du 14 décembre 2007 relatif au caractère douteux des découverts.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines, à condition qu'il ne présente aucun risque avéré et qu'aucune procédure contentieuse ne soit en cours. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés depuis plus d'un an (cure period) sont également reclassées parmi les créances saines.

Lorsque la restructuration d'une créance reclassée parmi les créances saines a été conclue à des conditions hors marché, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart d'intérêt entre les nouvelles conditions de rémunération et le taux d'intérêt d'origine de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Enfin, sont considérés comme douteux compromis les encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé.

1.9) Dépréciations sur créances douteuses :

Les dépréciations sur créances douteuses sont dotées sur la base des risques de non-recouvrement évalués par la Direction de la Banque suite aux recommandations du Comité de Suivi des créances sensibles et contentieuses. Les dépréciations en euros affectées aux risques en euros et en devises sont déduites des rubriques appropriées de l'actif du bilan. Les intérêts impayés à plus de 3 mois sont considérés comme douteux et sont en conséquence intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet d'actualisation sur les flux futurs recouvrables relatif au calcul des dépréciations et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exclusion des dotations aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, dans le produit net bancaire. L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées et l'effet de désactualisation figurent au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

1.10) Accord de participation des salariés :

Monte Paschi Banque a conclu un accord de participation en 2001.

Bien que les autres sociétés du groupe Monte Paschi Banque aient un effectif inférieur à cinquante salariés, seuil au-delà duquel la participation est obligatoire, la Direction a souhaité faire bénéficier de la participation l'ensemble des salariés en raison de leur appartenance au Groupe. En conséquence, il a été décidé d'instituer un régime de participation des salariés commun à ces sociétés conformément aux dispositions de l'article L3322-7 du Code du travail.

La participation est liée aux résultats des sociétés ; elle existe en conséquence dans la mesure où ces résultats permettent de dégager une réserve de participation positive.

Pour l'exercice 2024 la participation pour l'ensemble des entités du groupe est nulle.

1.11) Provisions :

Les provisions, autres que celles afférentes à des avantages du personnel, représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation de Monte Paschi Banque à l'égard d'un tiers, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalent de celui-ci.

Les dotations et reprises sur ces provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures ainsi couvertes.

1.12) Passifs sociaux :

a - Indemnités de départ à la retraite :

Dans le cadre de la Convention Collective, la banque verse au Personnel partant en retraite une indemnité de départ. Une évaluation actuarielle des indemnités de départs à la retraite a été effectuée selon la méthode prospective avec variante ; la provision enregistrée correspond à la valeur actuelle des droits potentiels pour le personnel en activité avec projection des augmentations futures de salaires dans le cadre du départ à l'initiative des salariés. Pour l'année 2024, les critères de projection ont été affinés et pris en compte pour cadrer le mieux possible avec le contexte de la banque et compte tenu de la réforme des retraites, et ont été définis comme suit.

- âge moyen de départ à la retraite estimé à 62 ans puis progressivement jusqu'à 64 ans ;
- taux moyen de revalorisation annuelle des rémunérations de 1,5% ;
- taux d'actualisation 2,77% ;
- taux de turn-over variable selon la tranche d'âge (4,28% de 16 à 30 ans, 7,17% de 30 à 50 ans et 2,86 % de 50 à 75 ans).

La provision s'élève à 1 768 885,32 € au 31 décembre 2024 pour la banque. Ces évaluations sont totalement provisionnées. Ces estimations sont la résultante d'une étude statistique et démographique faite par nos ressources humaines afin de tenir compte de la réalité de notre population.

b – Indemnités médailles du travail :

Conformément à la note d'instruction interne et en harmonie avec les dates d'obtention de la Médaille du Travail, une gratification d'ancienneté est versée dans les conditions suivantes :

- 20 ans d'ancienneté professionnelle : 1 mois de salaire ;
- 30 ans d'ancienneté professionnelle : 1,5 mois de salaire ;
- 35 ans d'ancienneté professionnelle : 1,75 mois de salaire ;
- 40 ans d'ancienneté professionnelle : 2 mois de salaire.

Cette gratification est calculée en fonction de l'ancienneté professionnelle bancaire tous employeurs confondus pour les salariés présents dans l'entreprise avant le 1er janvier 2016. Pour les salariés embauchés à compter du 1er janvier 2016, seule l'ancienneté dans l'entreprise sera prise en compte pour le versement de la gratification. Les critères de projection retenus sont équivalents à ceux appliqués pour les indemnités de retraite. La provision constituée au titre des médailles du travail s'élève à 329 464,95 € au 31 décembre 2024 pour la banque.

- taux moyen de revalorisation annuelle des rémunérations de 1,5 % ;
- taux d'actualisation 3.37 % ;
- taux de turn-over variable selon la tranche d'âge (0% de 16 à 30 ans, 4,86 % de 30 à 50 ans et 3.78 % de 50 à 75 ans).

c - Rattachement de la C. R. P. B. au régime de retraite complémentaire et de prévoyance KLESIA :

Les pensions et retraites du Personnel sont prises en charge par des organismes spécialisés auxquels sont régulièrement versées les cotisations.

Par la circulaire n° 2006-02, le Conseil d'administration de la Caisse Retraite Personnel De Banques AFB (CRPB) a décidé de suspendre le versement des cotisations patronales tant que cet organisme reste excédentaire. C'est pourquoi aucune cotisation au titre de l'exercice 2024 n'a été appelée. Les calculs effectués permettent en effet d'indiquer que les réserves au 31 décembre 2023 couvrent les dépenses futures résultant de la mise en œuvre de l'accord collectif. Dans ces conditions, la Monte Paschi Banque n'a enregistré aucun engagement à l'égard de la CRPB au titre du complément bancaire pour l'exercice 2024.

1.13) Compte Personnel de Formation (CPF) :

Le Compte Personnel de Formation (CPF) est un dispositif mis en place à compter du 1er janvier 2015, permettant aux salariés de bénéficier, à leur initiative, de formations éligibles.

Ce dispositif est rattaché au salarié et non à l'entreprise. Les droits restent acquis même en cas de changement d'employeur. Il est géré par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le CPF est alimenté automatiquement entre le 30 janvier et le 15 juin qui suit l'année travaillée. Chaque année, le compte est crédité, au plus tard le 15 juin, à hauteur de 500 € par année de travail à temps plein, jusqu'à atteindre 5 000 € maximum.

Le montant inscrit sur le CPF n'est pas soumis à l'impôt sur le revenu.

1.14) Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés regroupent les plus ou moins-values de cession ainsi que les dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, titres d'investissement et immobilisations d'exploitation.

Note 2 - PRINCIPES ET MODALITES DE CONSOLIDATION :

Les sociétés contrôlées par MPB sont consolidées par intégration globale.

Les comptes des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont arrêtés au 31 décembre.

Préalablement à leur inclusion dans les comptes consolidés, les comptes sociaux des sociétés consolidées sont, le cas échéant, retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables du Groupe. Toutes les opérations significatives réalisées entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Les principes et méthodes comptables appliqués par les sociétés consolidées sont homogènes avec ceux imposés à la société Mère par le de l'ANC (2014-07).

Note 3 – SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES :

en EUR	Capital	Capitaux propres (hors résultat)	Quote-part du capital détenu	Valeur nette des titres	Chiffre d'affaires	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés
Monte Paschi Conseil (France) SAS 11 Boulevard de la Madeleine 75001 PARIS	326 240	33 078	100,00%	51 747	302 849	-86 266	0
SCI Immobilière Victor Hugo 11 Boulevard de la Madeleine 75001 PARIS	152	152	99,00%	150	157 501	78 350	97 996

Note 4 - CRÉANCES ET DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT :

Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont classées au bilan suivant leur durée. A la fin des exercices 2023 et 2024, la présentation de ces postes selon la durée restant à courir est la suivante.

CREANCES (EUR.000)	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	2024	2023
COMPTES A VUE	83 672	0	0	0	83 672	69 599
PRETS JJ	695 641	0	0	0	695 641	628 300
PRETS TERME	200	1 176	0	0	1 376	9 566
PRETS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0
CREANCES RATTACHEES	1 539	0	0	0	1 539	1 361
TOTAL	781 052	1 176	0	0	782 228	708 825

DETTES (EUR.000)	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	2024	2023
COMPTES A VUE	791	0	0	0	791	10 284
EMPRUNTS JJ	0	0	0	0	0	0
EMPRUNTS TERME	0	0	0	0	0	0
DETTES RATTACHEES	0	0	0	0	0	0
TOTAL	791	0	0	0	791	10 284

En 2024, une partie plus importante de notre trésorerie a été placée après de la Banque de France pour profiter des taux servis au jour le jour.

Note 5 - CRÉANCES ET DETTES ENVERS LA CLIENTELE ET REPRESENTÉES PAR UN TITRE :

La répartition typologique des créances et dettes envers la clientèle et représentées par un titre au 31 Décembre 2024 était la suivante :

CREANCES (EUR.000)	2024	2023	DETTES (EUR.000)	2024	2023
Créances commerciales	5 864	6 445	comptes sur livrets	139 623	129 996
Prêts clientèle financière	301	350	autres cptes épargne réglementés	2 046	4 415
Autres crédits	202 697	293 940	C/C créditeurs	711 264	788 893
C/C débiteurs	35 434	22 851	comptes à terme	51 527	45 907
Affacturage		-	emprunts clientèle financière	-	-
-		-	bons de caisse	-	-
-		-	certificats de dépôts	-	-
-		-	autres sommes dues	163	751
TOTAL	244 296	323 585	TOTAL	904 622	969 962

Les créances et dettes envers la clientèle et représentées par un titre sont classées au bilan suivant leurs durées. A la fin des exercices 2023 et 2024, la présentation de ces postes selon la durée restant à courir est la suivante :

CREANCES (EUR.000)	2024	2023	DETTES (EUR.000)	2024	2023
Moins de 3 mois	60 256	64 807	Moins de 3 mois	870 638	930 209
De 3 mois à 1 an	44 646	59 878	De 3 mois à 1 an	32 697	36 228

De 1 à 5 ans	90 295	133 792	De 1 à 5 ans	644	2 474
Plus de 5 ans	48 449	64 155	Plus de 5 ans	20	55
Créances rattachées	650	953	Dettes rattachées	622	996
TOTAL	244 296	323 585	TOTAL	904 622	969 962

Les créances douteuses sont classées dans les créances de moins de 3 mois.

CREANCES (EUR.000)	2024	2023	DETTES (EUR.000)	2024	2023
Intérêts échus	239	331	Intérêts échus	94	896
Intérêts courus	506	953	Intérêts courus	7 295	7 982
TOTAL	745	1 284	TOTAL	7 389	8 878

Note 6 - RISQUES SUR CREDITS A LA CLIENTELE :

L'analyse des encours au regard des dépréciations constatées se présente ainsi :

K€	2024	2023
Engagements globaux bruts	326 226	385 978
Engagements sains	238 673	298 025
Engagements restructurés	5 622	2 810
Engagements douteux	81 932	85 146
Engagements douteux compromis	-1	1
Dépréciations	62 034	62 395
Engagements nets	264 193	323 583
Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis	76%	73%
Poids des douteux et douteux compromis sur encours global	25,11%	22,06%
Dépréciations (K€)	2024	2023
solde au 1er janvier	62 395	51 303
Dotations et reprises, utilisation de l'exercice	-183	11 021
Dotations et reprises liées à l'effet temps	-178	71
Dotations et reprises liées à la décote	0	0
Solde au 31 décembre	62 034	62 395

L'actualisation des flux futurs sur les créances douteuses et douteuses compromises au titre de l'exercice 2024 entraîne une reprise de provisions nettes de 178 K€.

Les créances restructurées ont été redéfinies dans le cadre du « règlement des crédits » pour correspondre à la définition prévue à l'annexe V du règlement d'exécution 2015/227 de la Commission européenne du 09/01/15. Elles concernent les contrats de créances pour lesquels des mesures de renégociation ont été appliquées. Les mesures de renégociation consistent en des concessions envers un débiteur qui éprouve ou est sur le point d'éprouver des difficultés à honorer ces engagements financiers.

Notre établissement a mis en place les règles de gestion de demande de restructuration conformément aux recommandations de l'Autorité bancaire européenne (EBA).

Les encours douteux compromis sont des encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquels un passage en perte à terme est envisagé.

Note 7 – PORTEFEUILLE TITRES :

Au 31 Décembre 2024, la banque détient dans son portefeuille les valeurs suivantes :

(EUR.000)	2024	2023
Titres d'investissement	0	45 167
dont douteux	0	0
Titres de placement	13	13
Titres de transaction	0	0
Autres titres	0	0
Créances rattachées	0	644

TOTAL	13	45 824
Dépréciations	0	-1
dont dépréciations sur titres d'investissements douteux	0	0
MONTANT NET	13	45 824
Titres du secteur public	0	15 029
Titres du secteur privé	0	30 138
Créances rattachées	0	644
TOTAL	0	45 811
Ventilation des titres d'investissement par durée résiduelle (EUR.000) :	2024	2023
Moins de 3 mois	0	9 999
De 3 mois à 1 an	0	9 997
De 1 an à 5 ans	0	25 171
Plus de 5 ans	0	0
TOTAL	0	45 167
Titres cotés	0	45 167

Le portefeuille de titres pour compte propre est en diminution par rapport à l'exercice précédent : il passe de 45 M€ de nominal en 2023 à néant.

Note 8 – IMMOBILISATIONS :

(EUR.000)	2023	Augmentation	Diminution	2024
Terrains et constructions	3 618	0	0	3 618
Immobilisations incorporelles	3 079	0	0	3 079
Matériel de transport	0	0	0	0
Mob. et mat. de bureau et inf.	4 918	191	0	5 110
Agencements, installations	18 928	43	0	18 971
Œuvres d'Arts	324	0	0	324
Immobilisations en cours	853	1 034	852	1 035
Logiciels	15 218	413	0	15 631
Valeur brute	46 938	1 681	852	47 768
Amortissements	2024	Augmentation	Diminution	2024
Constructions	-1 853	-94	0	-1 946
Mob. et mat. de bureau et inf.	-4 895	-25	0	-4 920
Agencements, installations	-17 844	-705	0	-18 549
Logiciels	-14 955	-113	0	-15 069
Amortissements cumulés	-39 547	-937	0	-40 484
Dépréciations / Immob. Incorporelles	-327	0	0	-327
Valeur nette	7 065	745	852	6 957

Aucun événement significatif est à signaler en termes de valeur brute ou amortissements.

Note 9 – AUTRES ACTIFS ET PASSIFS :

AUTRES ACTIFS (EUR. 000)	2024	2023
Dépôts de garantie versés	1 735	1 716
T.V.A.	599	665
Créances d'impôt exigible	554	47
Stocks d'immeubles	601	5 573
- Provision sur stocks d'immeubles	-235	-1 693
Divers	226	895
TOTAL	3 480	7 203

AUTRES PASSIFS (EUR. 000)	2024	2023
Primes sur instruments financiers	-	-
Prélèvements et autres impôts	36	30
T.V.A.	80	431
Personnel et organismes sociaux	1 364	1 179
Comptes passage assurances	2	3
Dettes sur l'Etat	-	-
Divers	3 573	2 504
TOTAL	5 056	4 146

Monte Paschi Conseil est propriétaire d'un appartement et 3 parkings à Beaulieu (06). Les autres biens ont été vendus en 2024.

Note 10 - COMPTES DE REGULARISATION :

(EUR. 000) ACTIF	2024	2023
Produits à recevoir	1 837	1 994
Charges payées ou comptabilisées d'avance	453	283
Comptes de recouvrement	-	-
Impôts différés	-	-
Autres comptes débiteurs	2 118	3 374
TOTAL	4 408	5 651
(EUR. 000) PASSIF	2024	2023
Charges à payer	2 062	2 080
Produits perçus ou comptabilisés d'avance	529	722
Comptes de recouvrement	8 812	1 683
Autres comptes créditeurs	7 132	10 037
TOTAL	18 535	14 521

Note 11 – PROVISIONS :

(EUR.000)	2023	dotations	reprises	Dont utilisations	2024
Provisions	580	0	559	559	21
Provisions risques opérationnels	90	0	0	0	90
Provisions pour indemnités de retraite et médailles du travail	2 159	0	60	60	2 098
TOTAL	2 828	0	618	618	2 210

Une grande partie des provisions pour risque affectés constitué jusqu'en 2016 ont été reclassées en diminution sur les créances restructurées conformément au règlement de l'ANC (2014-07).

Note 12a – VARIATION DES CAPITAUX PROPRES :

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices s'établit comme suit :

(EUR. 000)	2023	Variations	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	2024	Variations
Capital social	124 632	0	0	0	124 632	0,00%
Prime d'émission	22 350	0	0	0	22 350	0,00%
Réserves consolidées	-43 210	0	5 491	0	-37 719	-12,71%
Dividendes	0	0	0	0	0	ns
Résultat de l'exercice	5 491	0	-5 491	13 863	13 863	152,47%
TOTAL	109 263	0	0	13 863	123 126	12,69%

La variation des capitaux propres entre 2023 et 2024 est liée exclusivement à l'affectation du résultat de l'exercice 2023. Le capital social est composé de 8.177.970 actions d'un montant nominal de 15,24 € entièrement libérées.

FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Les fonds pour risques bancaires généraux sont dotés et repris à la discrétion des dirigeants de la banque, en vue de couvrir les risques généraux de l'activité bancaire. En aucun cas, ils ne couvrent des risques identifiés lesquels font l'objet de provisions et de dépréciations spécifiques.

Note 12b – ENGAGEMENTS DE GARANTIES :

(EUR.000)	2024	2023	Variations
Engagements des Garanties données	95 019	102 323	-7,14%
Garanties d'ordre d'établissements de crédits	252	503	-49,87%
Cautions Immobilières	0	0	n.a
Cautions administratives et fiscales	1 425	2 258	-36,90%
Garanties financières	79 428	86 654	-8,34%
Autres garanties d'ordres de la clientèle	13 637	12 375	10,20%
Engagements douteux	277	533	-47,96%
Engagements de Garanties reçues	37 968	52 994	-28,35%
Autres engagements de garanties reçues	37 968	52 994	-28,35%

Dans le hors bilan figurent aussi des Engagements de garanties qui ne sont pas repris dans les états financiers du bilan. Le tableau ci-dessous report les postes les plus significatifs.

(EUR.000)	2024	2023	Variations
Dailly reçus en garantie	117	617	-81,03%
Autres engagement reçus clientèle	2 869	3 534	-18,82%
Garanties reçues de compagnies d'assurance	7 095	8 747	-18,88%
Garantie reçues financier	2 609	3 274	-20,31%
Autres garanties reçues clientèle	418	418	0,00%

Note 13 – INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES :

	Produits (EUR.000)		Charges (EUR.000)		Marge nette (EUR.000)	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	28 178	21 982	18	43	28 160	21 939
Sur opérations avec la clientèle	10 548	14 351	3 693	2 500	6 855	11 851
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	171	598	-171	-598
Autres intérêts et produits assimilés	355	1 274	0	0	355	1 274
Total	39 081	37 607	3 883	3 141	35 200	34 467

Dans le cadre du soutien de l'activité de la clientèle notre banque a accordé un certain nombre de report d'échéance sur les prêts en cours de la part de notre clientèle.

De manière générale, les intérêts reportés ont été payés par le client lors de la reprise du plan d'amortissement à la fin de la période du report. Pour certain crédit dont le montant des intérêts reportés était supérieur à l'échéance avant la mise en place du report, les intérêts reportés sont « lissé » sur les échéances suivantes jusqu'à la couverture intégrale des intérêts reportés. Cela afin de ne pas surcharger la trésorerie en cohérence avec la nature du dispositif de report mis en place par les autorités.

Note 14 – COMMISSIONS

COMMISSIONS PERCUES (EUR.000)	2024	2023
Clientèle	5 638	6 022
Opérations sur titres	478	546

Opérations de hors-bilan	564	662
TOTAL	6 680	7 230
COMMISSIONS PAYEES (EUR.000)	2024	2023
Etablissements de crédit	74	79
Clientèle	664	665
Opérations sur titres	22	32
TOTAL	760	776
COMMISSIONS NETTES	5 920	6 454

En application du règlement de l'ANC (2014-07), la Banque procède à l'étalement de manière linéaire (méthode alternative) des commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition de concours sur la durée de vie du crédit. La mise en place de cette nouvelle méthode de comptabilisation concerne la totalité des frais de dossier de crédit perçus à compter du 1er janvier 2010. Compte tenu de leur caractère marginal, les honoraires et commissions versés aux apporteurs d'affaires n'ont pas été pris en considération.

Les commissions reçues, qui font l'objet d'un étalement, sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire pour un montant de 332 K€ (contre 553 K€ en 2023).

Note 15 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(EUR. 000)	2024	2023
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 767	2 816
Opérations sur titres	168	162
Cotisations Fonds de garanties	19	237
Autres charges exploitations bancaires	5 580	2 418
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 983	4 266
Représentation fiscale	138	40
Gestion Comptes / Autorisations	689	776
Assurances	525	721
Banque à distance	299	318
Moyens Paiement	413	483
Autres Commissions diverses	3 918	1 929
Autres frais/dépenses refacturés	-	-
Autres exploitation bancaire (nets)	215	1 450

Note 16 – CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION :

(EUR. 000)	2024	2023
Salaires	6 273	6 437
Charges sociales	2 423	2 510
Risques personnel	-	-21
IDR et médailles du travail	-60	-370
Impôts sur rémunérations	858	805
Impôts et taxes	579	274
Services extérieurs et autres frais administratifs	13 395	13 013
TOTAL	23 468	22 648

Conformément à la politique de maîtrise des risques mise en place depuis 2017, qui a porté à la renégociation de plusieurs contrats avec les fournisseurs et à l'optimisation des services externes, les charges d'exploitation sont désormais maîtrisées.

Note 17 – COÛT DU RISQUE :

	2024	2023
Dotations aux dépréciations	-3 222	-15 079
Dotations aux dépréciations liées à l'effet temps	-37	-204

Dotations aux dépréciations liées à la décote	0	0
Dotations aux provisions dépréciations passifs	0	-129
Dotations aux provisions dépréciations stocks Immeubles	0	0
Reprises de dépréciations	4 532	4 308
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-2 359	-928
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-1 778	-827
Récupérations sur créances amorties	287	329
Reprises de provisions dépréciations passifs	0	0
Reprise de provisions stocks Immeubles	1 161	0
TOTAL	-1 414	-12 529

En 2024, la Banque enregistre un coût du risque négatif de 1 414 K€, en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent. Pour rappel, en 2023 le montant enregistré était principalement le fruit d'un seul dossier client (sans lequel des reprises pour un montant positif de 2,7 M€ auraient été enregistrés). Ce résultat est le net des récupérations qui ont été enregistrées sur l'année et des dotations constituées pour prendre en comptes l'évolution défavorable sur certains dossiers non performing.

Les dotations sur intérêts sur créances douteuses dont la dépréciation est obligatoire sont retraitées au niveau des intérêts et produits assimilés soit 1 101 K€ pour 2024 et 921 K€ pour 2023 en application du règlement de l'ANC (2014-07).

Note 18 - CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS :

CHARGES EXCEPTIONNELLES (EUR. 000)	2024	2023
Charges exceptionnelles d'exploitation	242	307
Charges exceptionnelles	148	306
TOTAL	390	613
PRODUITS EXCEPTIONNELS (EUR. 000)	2024	2023
Produits exceptionnels d'exploitation	107	125
Produits exceptionnels	243	184
TOTAL	350	309
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-41	-304

Au sein des charges et produit exceptionnels de 2024 figurent principalement les règlements aux fournisseurs pour prestations et services 2023.

Note 19 - IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS :

Au titre de l'exercice 2024, la charge nette de l'impôt sur les sociétés s'élève à 1 774 K€.

Résultat avant impôts		31/12/2024		31/12/2023
Charge d'impôt théorique au taux de droit commun français		16 659 667		6 189 772
Principaux éléments de rapprochement	25,00%	4 164 917	25,00%	1 547 443
Effet du différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-	-	-	-
Quote-part d'impôt des sociétés de personnes comptabilisée hors du Groupe	-	-	-	-
Effet sur les impôts différés du changement du taux d'impôt sur les sociétés	-	-	-	-
Impact des impôts différés non comptabilisés sur les pertes	-	-	-	-
Impôt sur exercices antérieurs	-	-	-	-
Impôt sur les dividendes des filiales reçus par l'intermédiaire de sociétés de personnes	-	-	-	-
Différences permanentes	-14,3%	-2 390 636	-16,9%	-1 045 643
Effet du taux réduit sur les dividendes et retenues à la source non récupérables	-	-	-	-
Impact lié au résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Autres effets	-	-	-	-
Charge d'impôt effective	10,65%	1 774 281	8,11%	501 800
Taux d'impôt effectif		10,65%		8,11%

Note 20 - OPERATIONS FERMES A TERME EN DEVISES :

(EUR.000)	2024	2023
Euro à recevoir contre devises à livrer	106	104
Change à terme et opérations d'échanges de trésorerie	0	0
Opérations d'échanges financiers	106	104
Devises à recevoir contre euro à livrer	0	0
Change à terme et opérations d'échanges de trésorerie	0	0
Opérations d'échanges financiers	0	0
Devises à recevoir contre devises à livrer	0	0
Change à terme et opérations d'échanges de trésorerie	0	0
Opérations d'échanges financiers	0	0
Devises à livrer contre devises à recevoir	0	0
Change à terme et opérations d'échanges de trésorerie	0	0
Opérations d'échanges financiers	0	0

Note 21 - INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME :

Les engagements correspondants sont enregistrés pour la valeur nominale des contrats dans les comptes de hors bilan.

Notre portefeuille d'instruments financiers à terme se décompose au 31 décembre 2024 comme suit :

POSITIONS SWAPS DE TAUX (EUR. 000)	moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	>5 ans	Total 2024	Total 2023	Juste valeur 2024
Emprunteur taux fixe	0	0	0	0	0	1 001	0
Emprunteur taux variable	0	0	0	0	0	0	0
Prêteur taux fixe	0	0	0	0	0	0	0
TOTAUX	0	0	0	0	0	1 001	0

L'évaluation des instruments financiers est effectuée par référence à la valeur de marché lorsque l'instrument est coté ou à une valeur fondée sur des modèles internes en l'absence de marchés organisés. Dans ce dernier cas, des corrections de valeur sont effectuées afin de tenir compte des risques de modèle ou de liquidité.

L'ensemble de nos opérations en tant qu'emprunteur à taux fixe sont des contrats négociés de gré à gré, ils constituent les macro-couvertures des crédits à taux fixe accordés à la clientèle, les micro-couvertures de nos titres d'investissement et de certaines opérations de crédit à la clientèle à taux fixe conformément au règlement 2005-01 et sont évalués à leur cours historique.

Les opérations emprunteur à taux variable bénéficient d'un taux capé sur la patte emprunteuse.

La juste valeur des instruments financiers dérivés a été déterminée conformément au règlement de l'ANC (2014-07).

Lorsqu'une défaillance d'une contrepartie est identifiée, le montant impayé des intérêts constatés en comptabilité (échus non réglés et courus non échus) est déprécié à 100% à hauteur du montant non garanti. La dépréciation des autres sommes enregistrées au titre du contrat s'effectue selon les mêmes règles que les opérations de crédit à la clientèle.

Note 22 - CONSTITUTION DU RESULTAT CONSOLIDE :

	2024	2023
Résultat social de MONTEPASCHI BANQUESA	13 949 K €	5 381 K €
Résultat social de MONTEPASCHI CONSEIL (FRANCE) SAS	-86 K €	110 K €
Neutralisation provisions intra-groupe	0 K €	0 K €
Dividendes versés par MPC à MPB	0 K €	0 K €
Impôts différés	0 K €	0 K €
TOTAL	13 863 K €	5 491 K €

* Opérations intragroupe retraitées en consolidation

Note 23 – RATIOS REGLEMENTAIRES :

La banque respecte au 31 décembre 2024 l'ensemble des ratios prudentiels.

La banque bénéficie d'un accord de refinancement de sa Maison Mère pour pallier ses éventuelles insuffisances de liquidités. Cet accord a été comptabilisé dans les engagements de financement reçus. Nous disposons également d'une ligne de trésorerie qui n'a pas été utilisée depuis 2017.

Le ratio de solvabilité CET1 atteint un niveau de 42%.

Au niveau du risque de liquidité la banque affiche un Ratio de liquidité à court terme - LCR (2 098%) et un Net Stable Funding Ratio - NSFR (403%) largement supérieurs au minimum requis.

Note 24 – EFFECTIF :

L'effectif moyen en 2024 se ventile de la façon suivante :

Cadres Hors Classe :	2
Cadres :	73
Employés :	53

Note 25 – HONORAIRES DES CAC :

Les honoraires des commissaires aux comptes de compétence 2024, pour leurs travaux de commissariat aux comptes, certification, examens des comptes individuels et consolidés, sont décomposés de la façon suivante :

Cabinets	Missions d'Audit	Services autres que la certification des comptes
Pricewaterhousecoopers audit	130,19	0
Cailliau Dedouit et Associés	60,59	0

(montants HT en milliers d'euros)

Note 26 – REMUNERATIONS DES ADMINISTRATEURS :

La loi prévoit également que le rapport précise le montant des rémunérations et avantages alloués aux mandataires sociaux. De ce fait, l'Assemblée Générale du 13 avril 2023 a fixé à 132.000 Euros le montant maximum de la somme annuelle à verser aux membres du Conseil d'administration à titre de montant de la rémunération et ce jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement.

Le Conseil du 28 avril 2023 a décidé de fixer le montant de la rémunération pour l'exercice social annuel respectivement à 58.000,00 EUR. - pour le Président, à 26.000,00 EUR. - pour le Vice-Président et à 16.000,00 EUR. - pour chacun des administrateurs.

Note 27 – INFORMATIONS RELATIVES AUX TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

En application du règlement n°2010-04 de l'ANC du 07/10/2010 est faite obligation de présenter en annexe une liste des transactions significatives effectuées par l'Etablissement avec des parties liées lorsque ces transactions n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché.

Une transaction est considérée comme significative si son omission ou son inexactitude est susceptible d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs se fondant sur les comptes. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'Etablissement dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

A ce titre aucune transaction répondant aux critères déclaratifs n'est à relever pour l'exercice 2024.

IV.6 Information aux institutionnels

Aux termes de la réglementation relative à la "divulgaration des informations au marché" dans le cadre des accords internationaux d'exigence prudentielle applicable aux établissements de crédit dits "Bâle III" (Directive 2013/36/UE et Règlement Européen n°575/2013 du 26/06/2013, transposé en France par ordonnance du 20 février 2014 et arrêtés du 3 novembre 2014), le Groupe Montepaschi publie périodiquement les informations relatives au Pilier 3, sur base consolidée, sur son site Internet à l'adresse suivante :

<https://www.gruppomps.it/investor-relations/archivio/pillar-iii.html>

Par ailleurs, le présent rapport figure sur notre site internet à l’adresse suivante :

<https://www.montepaschi-banque.fr/fr/espace-institutionnel>

et est disponible sous format papier en faisant la demande par écrit au Secrétariat général de la banque à l’adresse du siège social.

V. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l’assemblée générale
MONTE PASCHI BANQUE S.A.
11 boulevard de la Madeleine
75001 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société MONTE PASCHI BANQUE S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

▪ **Risque de crédit afférent à la clientèle « entreprises »**

<i>Risque identifié</i>	<i>Notre réponse</i>
-------------------------	----------------------

Dans le cadre de ses activités de financement, la société Monte Paschi Banque S.A. est exposée au risque de crédit, principalement sur la clientèle « entreprises ».

Le suivi des créances s'appuie sur un système de notation des risques de crédit basé sur la répartition de celles-ci en trois grandes rubriques : les clients sains, les clients sensibles forborne et douteux, et les clients contentieux.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, les dépréciations sur créances douteuses sont dotées sur la base des risques de non-recouvrement évalués par la Direction de la Banque suite aux recommandations du Comité de Suivi des créances sensibles et contentieuses

Au 31 décembre 2024, les dépréciations individuelles s'élèvent à 62 M€ comme présenté dans la note 6 de l'annexe aux comptes consolidés.

La place donnée au jugement de la direction dans l'estimation des dépréciations sur créances douteuses se caractérise par :

- *l'attribution de notes internes, qui déclenchent ou non le déclassement des encours ;*
- *le calcul de la dépréciation des encours déclassés.*

Compte tenu du fait que ce jugement est susceptible d'avoir un effet significatif sur les montants des dépréciations, nous avons considéré que le risque de crédit afférent à cette clientèle était un point clé de l'audit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MONTE PASCHI BANQUE S.A. par votre assemblée générale du 15 avril 2020 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et pour le cabinet Cailliau Dedouit et Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la cinquième année de sa mission sans interruption et le cabinet Cailliau Dedouit et Associés dans la cinquième année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Nous avons examiné les processus et les contrôles associés à l'attribution des notes internes relatives aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures d'estimation des dépréciations correspondantes.

Nous avons :

- *Examiné le classement des encours entre encours sains, douteux et contentieux, et avec l'appui de nos experts en systèmes d'information, effectué des tests sur les contrôles et processus automatiques que nous avons jugés pertinents ;*
- *Analysé l'évolution dans le temps des encours douteux et contentieux et de leurs taux de couverture par des provisions ;*
- *Obtenu l'ensemble de la documentation relative aux comités de crédits ainsi que les comités contentieux ; et examiné les différentes décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;*
- *Examiné un échantillon de dossiers de crédits sains et dépréciés pour apprécier la documentation de la note de crédit retenue, mais aussi la qualité des garanties réelles sur les dossiers de crédits douteux et contentieux et la cohérence des dépréciations comptabilisées le cas échéant ;*
- *Le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes.*

Nous avons également vérifié les informations présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant,

les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 24 mars 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Aurore Prandi

Cailliau Dedouit et Associés
Laurent Brun